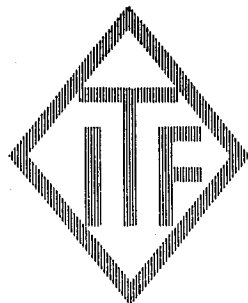




FASCISME

N° 12

Amsterdam, le 15 décembre 1934



Nouvelles formes de lutte (I.T.F.) Les grèves sont interdites dans le Troisième Reich; on les considère comme mutinerie et on les réprime brutalement. Seulement les travailleurs allemands ont trouvé de nouvelles méthodes de lutte, des formes de "grèves légales", contre lesquelles la police peut difficilement intervenir. A cause des contrats d'entreprise ces mouvements restent limités à une entreprise, voire à un service d'en-

treprise et pour des raisons fort compréhensibles, on ne peut donner que peu de renseignements sur ces mouvements. Il ne s'agit là que de toutes premières tentatives pour reprendre la lutte des classes.

Le gouvernement avait promis, pour apaiser les ouvriers, qu'outre la retenue pratiquée au profit du secours d'hiver, aucune autre contribution "volontaire" ne pourrait être perçue sans l'autorisation expresse de la direction nationale du parti nazi. Toutefois dans l'usine de la Brunnenstrasse de l'A.E.G. de Berlin, le personnel reçut la communication, le 5 décembre, qu'un versement spécial de 50 pfennigs serait retenu sur le salaire à l'occasion de la "Journée de la solidarité nationale". Après cette communication les ouvriers retournèrent à leur place sans mot dire, mais personne ne reprit le travail. La direction, râgeuse, tâcha de persuader la police à intervenir, mais celle-ci refusa. Une intervention de sa part aurait été en contradiction avec les déclarations du gouvernement. Finalement, la direction dut garantir aux ouvriers qu'on ne procéderait pas à la retenue des 50 pfennigs. Les travailleurs dont le mouvement visait "le respect d'un décret national-socialiste" avaient remporté une victoire.

Un mouvement d'ouvriers berlinois, occupés dans les environs de Brême, à la construction de l'auto-strade, eut une issue analogue. Dans le cadre de ce qu'on appelle le "plan Göring" des chômeurs berlinois sont envoyés en province particulièrement pour des travaux de terrassement. On leur a garanti 48 heures de travail par semaine, rétribué à raison de 50 pfennigs l'heure. (Le 4 décembre cette garantie a été ramenée de manière générale à 32 heures) Il avait été convenu que sur les 24 marks gagnés pendant ces 48 heures, 10 marks seraient payés à la famille de l'intéressé, un montant de 7,50 serait retenu pour le logement, la nourriture et les vêtements de travail et environ 3 marks pour assurances sociales. Le restant, soit 3,50 Mk. par semaine, resterait à la disposition personnelle de l'ouvrier.

Or, un jour, les familles firent savoir à ces ouvriers qu'on ne leur avait plus payé que 6 marks au lieu des 10 marks con-

venus. On avait donc procédé derrière le dos des travailleurs à une réduction de 17%! L'indignation était générale dans le camp. Le chef des travaux avertit que des actes de grève seraient punis comme de la mutinerie, néanmoins le travail a été déposé. Le camp fut occupé par des policiers. Des pourparlers entamés avec les chefs des bureaux de placement restèrent sans résultat, les ouvriers maintenant leur demande que le plan Goering soit respecté. Près de la moitié des occupants du camp exigea des billets de retour à Berlin, disant qu'ils ne travailleraient qu'aux conditions convenues. On céda à leur désir mais le voyage eut lieu sous la surveillance de la police et se termina à la Préfecture de police à Berlin. Après quelques jours de cachot, tous les hommes ont été remis en liberté. On ne pouvait pas les punir pour "avoir défendu des ordonnances nationales-socialistes". Deux membres des S.A. seulement ont été transportés au camp de concentration pour "mutinerie". Ce mouvement "pour défendre le plan Goering" n'a pas seulement apporté aux ouvriers le rétablissement des anciens versements à leurs familles, mais encore une majoration de leur salaire d'environ 8%, du fait que l'entrepreneur des travaux décida de prendre à sa charge le versement des primes pour assurances sociales. Fin octobre, le camp qui donnait des souvenirs désagréables aux Nazis, fut supprimé comme "coûtant trop cher".

L'heure d'une résistance ouverte n'a pas encore sonné dans le Troisième Reich. Les "mutineries" locales peuvent encore facilement être réprimées. Mais contre les actions "légales", il est difficile de mettre en mouvement l'appareil de terrorisation. Ces mouvements ont dès à présent des chances de succès.

Les industriels enlèvent la chemise brune (I.T.F.) L'industrie allemande a répondu par une contre-attaque à la déclaration de guerre des chefs du Front du travail qui ont peur devant l'excitation croissante des masses. Prenant ouvertement position contre le "Reichsnährstand" (agriculture) et le Front du travail, les anciennes organisations patronales se sont réorganisées.

Le moment pour la contre-attaque a été adroitement choisi. L'industrie dispose des devises étrangères dont on a besoin à l'époque actuelle d'armements fébriles et, en cas de nécessité, pour l'acquisition de matières premières et pour le ravitaillement, besoin qui a encore été accru par la mauvaise récolte. L'industrie avait en mains la possibilité, à présent que les mesures de l'Etat pour combattre le chômage doivent être resserrées faute d'argent, de détruire jusqu'aux derniers vestiges des miracles nationaux-socialistes, en procédant à des licenciements en masse. Elle a su profiter de l'occasion.

Lorsque, au printemps 1933, la petite bourgeoisie en effervescence voulut réaliser le socialisme brun, des commissaires nazis sont entrés dans les bureaux des organisations patronales. Après quelques mois toutefois, les commissaires se retiraient. Le Commissaire pour l'Economie Wagener qui refusa d'accepter son congé, s'est vu envoyer au camp de concentration--mais les organisations patronales demeuraient. Une corporation nationale du commerce et une corporation de l'artisanat allemands furent fondées sous la direction active du Dr. von Renteln. Il semblait un certain temps que l'industrie moyenne détrônerait les grands magnats, mais après une lutte acharnée la grosse industrie resta le maître incontesté et sous sa direction les employeurs consolidèrent leurs positions dans l'Etat du "socialisme national". On laissa aux treize organisations contrôles économiques, fondées le 27 février 1934 sous les auspices du ministre de l'Economie nationale d'alors, le Dr. Schmitt, à l'effet d'une "politique économique efficace", le soin d'organiser l'économie allemande. Ni le Front du travail, ni les organisations des classes moyennes ne pouvaient influencer leur gestion. Au moment où Hitler apposa sa signature au bas du décret légalisant la position renforcée du patronat, le Dr. Ley, sans se douter de rien, était en voyage à l'étranger.

Le Front du travail a à maintes reprises, tenté de regagner le terrain perdu. De même qu'il avait reconnu aux employeurs une influence sur son organisme, il voulait avoir à dire son mot dans la direction de l'économie. Les employeurs qui n'avaient pas négligé de placer leurs hommes de confiance à tous les postes importants du Front du travail, n'étaient de leur côté prêts à aucune concession. Le "chef de l'économie" nommé en février 1934, le directeur général Kessler, était disposé à pactiser avec les organisations ouvrières et des classes moyennes du Front du travail. Des conversations eurent lieu sous la surveillance du lieutenant de Hitler; le Dr. Ley se réjouissait. Mais après la destitution de Kessler, son successeur le comte von der Goltz, remit rudement en place le Front du travail.

Cette grave réprimande faite au Front du travail par le comte von der Goltz n'était pas pour déplaire aux employeurs. L'idéologie du nouveau chef de l'économie, favorable aux classes moyennes, était toutefois pour la grosse industrie un motif de saboter ses mesures. Le porte-parole de l'industrie lourde, le "Deutsche Volkswirt", constate avec satisfaction dans son numéro du 7 décembre, que "jusqu'à présent la fonction de chef de l'économie n'a pas pu acquérir de signification réelle, faute de bases sérieuses!"

La nomination du comte von der Goltz acquit cependant un caractère de gravité quand des groupements des classes moyennes, acculées au désespoir par la crise économique qui ne faisait que s'aggraver voulurent se dresser contre l'industrie. La crise ^{des} matières premières et la panique des approvisionnements au début de l'automne ont entraîné pour le petit commerce et l'artisanat des pertes substantielles. Le nouveau "Commissaire aux prix" permit à l'industrie de réclamer en cas de vente des prix calculés sur le niveau des prix de rachat augmentés à cause de la pénurie des matières premières, mais les commerçants devaient s'en tenir aux prix calculés sur la base des anciens prix d'achat. Entretemps les prix de gros ont sensiblement augmenté, les recettes du petit commerçant sont insuffisantes pour compléter les stocks; les commerçants craignent les "soldes". L'industrie leur a ironiquement conseillé de combler la lacune par des crédits, de se soumettre par conséquent au "servage tributaire". Le Commissaire aux prix devint la terreur des classes moyennes, il menaça aussi les prix établis par le groupement de l'agriculture, mais l'office des cartels de l'organisation des industriels était soustrait à son empire. Fin novembre cela aboutit à une démonstration qui en dit long, alors que, à la séance de clôture de la "journée du paysan" à Goslar, le ministre de l'Agriculture Darré prononça un discours qui était une déclaration ouverte de guerre "contre les capitalistes libéralisants". Le comte von der Goltz, le chef de l'artisanat Schmidt et le Dr. Ley se précipitèrent alors à la tribune pour "remercier l'orateur de ses paroles ouvertement et sincèrement socialistes". (Service de presse du groupement de l'agriculture) La menace d'une action commune de la part des agrariens, du Front du travail et des classes moyennes, réclamait des mesures rapides. Lorsque von der Goltz, cédant encore davantage à la pression du Front du travail, voulut procéder à la dissolution des organisations patronales qui continuaient à exister, il s'était rendu tout à fait intolérable.

Le nœud allait être tranché. L'Association de l'industrie allemande qui existait jadis sous la direction de l'industrie lourde, et que les Nazis avaient déclaré vouloir anéantir, fut reconstituée dans son ancienne forme unifiée, à la place des 7 groupements industriels qui y avaient été substitués. Le front uni de l'industrie se dresse à présent en face de celui de l'agriculture et des classes moyennes. L'industrie moyenne ne peut plus se dérober; la grosse industrie a tout en mains: le citoyen von der Goltz "anti-libéraliste" a été remplacé par le directeur général Hecker qui, en tant que député du parti populiste "libéralisant", avait déjà défendu dans les parlements de la République les intérêts de l'industrie. Le leader des classes moyennes von Renteln fut dégradé chef d'une des 18 communautés nationales d'entreprise du Front du travail. L'industrie est prête pour les prochaines rencontres. L'attaque du Front du travail a déjà été écartée. Que personne ne s'imagine--ainsi le Deutsche Volkswirt" qu'à côté de cette organisation patronale "une deuxième organisation de l'économie allemande, au sein ou en dehors du Front allemand du travail, serait possible". Le Front du travail n'a pas eu le courage d'une réplique.

En assumant ses fonctions, le comte von der Goltz avait affirmé: "L'industrie allemande revêt la chemise brune". Elle l'a de nouveau enlevée.

L'ami des enfants (I.T.F.) Pendant des années les syndicats libres ont lutté contre le travail des enfants. A présent les syndicats libres ont été anéantis en Allemagne et les Nazis stipulent le travail des enfants dans les contrats collectifs dictés par les commissaires au travail. Dans le contrat collectif imposé le 26 octobre 1934 pour l'agriculture de la Prusse orientale, il est dit à l'article 9: Les contrats collectifs conclus à l'intention d'enfants au-dessous de 10 ans sont invalides. Les contrats conclus avec des enfants de 10 ans et au-dessus, ont besoin de l'autorisation des parents. Les heures de travail doivent être combinées de manière à éviter que l'enfant manque la classe ou le service des Jeunesses hitlériennes ou des Jeunes Allemandes... Les enfants toucheront suivant le travail

fourni de 50 pfennigs à un mark par jour...."

En novembre 1933 encore, les cellules d'entreprise nationales-socialistes réclamaient "l'interdiction complète du travail des enfants de moins de 14 ans". Adolph Hitler se fait continuellement photographe avec des enfants et se vante d'être un "ami des enfants". N'empêche que les commissaires nommés par lui donnent force de loi au travail des enfants.

La cravache du "Führer" (I.T.F.) Le "Führer" et chancelier Adolph Hitler aime bien se laisser photographier avec une cravache en main. Il ne monte pas à cheval, mais il se sert de la cravache --ainsi a-t-il dit un jour-- pour "châtier ce que l'homme a de vbas". A présent que le principe du "Führer" est de rigueur en Allemagne, les employeurs s'appliquent à imiter l'exemple du "Führer national". Or, un propriétaire terrien d'Allemagne centrale vient de maltraiter avec une cravache un apprenti. Vu que ces mauvais traitements ont eu lieu "en la présence de l'intendant et du surveillant de la sellerie, ils constituaient--ainsi la sentence du juge-- un traitement offensant pour l'apprenti". Le propriétaire a été condamné à 60 marks d'amende. Le seigneur aura soin à l'avenir de ne se servir de sa cravache que quand il n'y aura pas de témoins.

"Voilà encore un de ces bonzes" (I.T.F.) "Je ne désire pas que des chefs des S.A. entreprennent des voyages de service dans de luxueuses limousines ou de précieux cabriolets" (Adolph Hitler, le 1er juillet 1934, après la vague des assassinats).

"Il y a à l'heure qu'il est des chefs nazis qui ne peuvent simplement pas se déshabituer de rouler en ville en uniforme accompagnés de dames. Un décret du lieutenant du "Führer" interdit de circuler avec des dames dans une auto ouverte quand on est en uniforme! Je vous invite à respecter cette instruction en toutes circonstances. Cela ne fait pas très bonne impression lorsqu'on voit dans presque chaque auto nationale-socialiste une ou plusieurs femmes" (d'une circulaire confidentielle adressée le 28 juin 1934 par le chef régional Albert Forster "à tous les nationaux-socialistes de premier plan à Dantzig").

"La voiture de la direction du district est trop luxueuse. Lorsque parfois je m'y trouve, je n'arrive pas à me débarrasser de l'impression que les gens en me voyant se susurrent: "Tenez, voilà encore un de ces bonzes de la direction du district" (d'une lettre datée du 6 juillet 1934, écrite par le chef de la S.A. du district de Sarrelouis à la direction du parti clandestin national-socialiste de la Sarre, publiée par la Commission du gouvernement du territoire de la Sarre).

Le sens de l'honneur social (I.T.F.) Le Front allemand du travail affirmait le 14 janvier 1934: "La loi sur la réglementation du travail national crée une nouvelle conception de l'honneur. L'ouvrier manuel et l'employé des bureaux qui font leur devoir seront placés sur un pied d'égalité avec l'employeur qui fait aussi son devoir vis-à-vis de l'Allemagne.... Ce ne sera pas à l'avenir l'argent qui décidera, mais le travail..." L'honneur social allait réaliser la communauté populaire.

Dans ses organes techniques qui ne sont lus que rarement par des ouvriers, le Front du travail reconnaît cependant ouverte-ment que dans le Troisième Reich capitaliste "une réelle communauté ne saurait s'établir". "Il faudra que l'honneur social intervienne favorablement partout où les divergences existant de par leur nature même (!) dans les entreprises font qu'une réelle communauté ne saurait s'établir" (NS-Sozialpolitik 1934, N° 5) Les bons traitements devront concilier les travailleurs avec les mauvais salaires. Car--ainsi pense le national-socialisme "l'ouvrier est prêt à se serrer la ceinture quand on le traite comme un homme libre" (Völkischer Beobachter, du 4 novembre 1934).

Encore l'honneur social (I.T.F.) "Pour la première fois dans l'histoire du monde, l'idée de l'honneur social a trouvé une expression. Sur ce terrain encore, la nouvelle Allemagne fait oeuvre de pionnier!" --Ainsi le Front allemand du travail exaltait, le 14 janvier 1934, la loi sur l'asservissement des travailleurs. Seulement, ni la loi ni les commentaires officiels ne définissent ce qu'il faut entendre par honneur social. Les contrats d'entreprise, qui sont entrés en vigueur à partir du 1er octobre 1934, devaient définir avec plus de précision le principe de l'honneur social. Parmi les nombreux contrats toutefois que nous avons examinés, il n'y en a qu'un

seul qui ait fait une tentative de nous expliquer ce que c'est que l'honneur social, c'est la société des Continental-Gummiwerke à Hanovre. "L'honneur du travail comprend: l'honnêteté vis-à-vis des biens de l'entreprise, la ponctualité et la discipline. L'honnêteté doit comporter en outre : une action rigoureuse contre la corruption et la trahison de secrets de fabrication, ainsi qu'un attachement à l'entreprise qui ne tolère pas que des améliorations pratiquées dans notre entreprise soient ébruitées. Les améliorations inventées par des membres du personnel doivent être soumises à l'appréciation de la commission créée à cet effet qui les récompense selon leur mérite. Une attitude infâme et hostile à la communauté, comme par exemple la diffamation et l'instigation malveillante de camarades de travail, motive une exclusion de la communauté d'entreprise. La société met à la disposition de tous les membres du personnel des locaux spéciaux et des armoires pour servir comme vestiaire et pour y serrer les bicyclettes et autres objets d'usage personnel. C'est un devoir d'honneur des collègues entre eux de veiller à la sécurité des biens ainsi déposés, d'autant plus que la direction ne prend aucune responsabilité à ce sujet."

L'"honneur social" est défini par conséquent par des prescriptions concernant des vestiaires, des dépôts pour bicyclettes et des secrets de fabrication. Vraiment, l'Allemagne, dans ce domaine aussi, fait oeuvre de pionnier!

Selon l'esprit du "Führer" (I.T.F.) Nous voulons arriver à une sélection des nouveaux maîtres qui ne se laissent pas guider par une morale de pitié," a proclamé Adolf Hitler, le 21 mai 1930. Les médecins nationaux-socialistes cherchent à agir selon l'esprit de leur "Führer". Le président de l'Association arrondissementale des médecins nationaux-socialistes à Altena en Westphalie, le conseiller médical Dr. Heilig, expédia aux médecins nationaux-socialistes de son arrondissement la circulaire suivante :

(Les chômeurs n'ont qu'à avoir faim!) "La distribution de lait comme aliment complémentaire n'a à mon avis un sens thérapeutique que lorsqu'on peut espérer remédier par une augmentation de l'adduction de calories à un état d'épuisement ou de sous-alimentation déterminé par une certaine maladie... Un état de faiblesse général, comme nous le constatons souvent chez ceux qui sont depuis des années en chômage, ne saurait être un motif suffisant. Nous pourrions bien dans ce cas prescrire du lait à tous les chômeurs et il n'y aurait plus de fin."

(Les tuberculeux n'ont qu'à mourir!) Les chômeurs ou ouvriers mal payés qui tombent en proie au mal des prolétaires, la tuberculose, doivent être abandonnés à leur sort : " Des soins et des traitements dispendieux ne sont indiqués que dans les cas où un rétablissement de la capacité complète de travail ou l'empêchement de l'invalidité semblent scientifiquement probable". Que l'ouvrier puisse se remettre, cela n'intéresse pas le médecin nazi. "Dans des cas désespérés, cela n'a plus aucun sens de procurer au malade pendant des mois des fortifiants, du lait etc. aux frais de la communauté."

(Que les enfants soient mal nourris!) "Il est un fait prouvé par l'expérience que ce sont toujours les mêmes familles qui produisent une progéniture débile, inférieure. Procurer à cette progéniture des aliments aux frais de la communauté, n'est pas de la prévoyance selon l'esprit national-socialiste Il nous faut finalement sortir des conditions intolérables où nous avait menés un système de prévoyance exagérée et mal comprise, né des sentimentalités humanitaires d'une époque surmontée" (Ce document, d'une crudité incroyable, a été expédié le 26 novembre 1933. La rédaction du "Deutsche Freiheit" qui en a eu connaissance, l'a reproduit dans son numéro 230 de 1934.)

Une autre mentalité (I.T.F.) Une communication de la police dantzigoise met en lumière les conditions qui existent dans l'organisation des travailleurs agricoles. Le chef des S.A. Emil Arndt a affirmé sa propriété d'exploitation agricole pour pouvoir complètement se consacrer, en sa qualité de chef de district de l'organisation des travailleurs agricoles, au service de la nation. A côté du fermage il touchait ses honoraires comme chef des S.A. et en outre plus de 400 florins dantziens par mois (c'est-à-dire plus de 10% des cotisations à encaisser par son bureau) comme chef de district de l'organisation. Ce triple revenu ne lui suffisait pas; d'après les constatations de la police, il doit avoir détourné au moins 600 florins (près de 5.000 marks). Dans un écrit confidentiel, le chef régional de Dantzig avait recommandé tout spécialement à tous les

"nationaux-socialistes de premier plan à Dantzig" que le national-socialisme doit faire preuve de posséder une autre mentalité que celle des gens qui nous ont précédés." Arndt s'est rigoureusement conformé à cette recommandation.

La lutte dans le camp du travail. (I.T.F.) La dictature autrichienne a forcé environ 17.000 jeunes sans-travail, dont environ 1.500 jeunes filles, à s'engager au service "volontaire" du travail. Aux environ 9.000 jeunes gens qui travaillent dans les camps on paie $\frac{1}{2}$ schilling (env. 1,20 fr.fr) par jour. Les autres sont occupés à un salaire journalier de 2 à 3 schillings (soit 0,40 sch. l'heure). Le gouvernement chrétien ne recule pas devant une exploitation outrée des jeunes. Elle fait exécuter par eux près de la moitié des cités-jardins dans la banlieue des villes et une grande partie des travaux de terrassement. Par un système de stimulation on presse --suivant le rapport du Dr.Keller, paru dans le numéro d'octobre de la revue "Lehlings-, Jugend- und Berufsfürsorge"--les jeunes à fournir le travail d'un ouvrier adulte. Dans les camps du travail les jeunes se défendent par un recours à la résistance passive; malgré tous les systèmes de stimulation, le gouvernement ne peut en tirer que le 80% du rendement d'un adulte. A présent les jeunes travailleurs exploités se sont groupés pour leur défense. Une conférence illégale de ceux qui font du service du travail a décidé la constitution d'une "organisation unique syndicaliste révolutionnaire pour tout le service volontaire du travail" et a élu un comité provisoire.

Le service du travail déprime le niveau des salaires (I.T.F.) Le service volontaire du travail autrichien occupe environ 17.000 jeunes travailleurs à des salaires de 0,40 schillings par heure ou encore moins, principalement dans des travaux de terrassement. Les ouvriers du bâtiment s'aperçoivent des effets de ces mesures. Le Bulletin (illégal) des Ouvriers du Bâtiment syndicalistes cite des cas d'employeurs qui ne paient plus que 0,70 schillings par heure et qui répondent ironiquement aux travailleurs qui se plaignent que "leur situation est brillante en comparaison de celle du service du travail".

Mussolini est singé (I.T.F.) L'Autriche est devenue, sous la dictature chrétienne, un Etat tributaire de l'Italie fasciste. L'industrie autrichienne construit du matériel de guerre pour l'armée italienne, l'armée autrichienne est agrandie afin de mettre des hommes à la disposition de Mussolini. Même dans les méthodes pour réprimer les travailleurs on suit servilement l'exemple de Rome. Le ministre autrichien Neustädter-Stürmer a déclaré (le 13 novembre) dans un discours devant les organisations industrielles d'employeurs que l'Autriche ne se trouve que dans la deuxième étape du développement corporatif. La première étape était constituée par la création de syndicats uniques jaunes; la deuxième par la consolidation des organisations patronales. Une pause d'une certaine longueur interviendrait ensuite avant qu'on ne procède au groupement organique des organisations patronales. Comme en Italie, on reconnaît aux organisations patronales une autonomie complète, tandis que les organisations dites "ouvrières" sont dirigées par des mandataires du gouvernement. Le jour où alors les employeurs se seront chargés de la direction des organisations ouvrières, "l'Etat corporatif chrétien-allemand" sera réalisé.

Une lettre de cheminots allemands (I.T.F.) 'Contrairement à ce qui se pratique dans l'industrie privée, les salaires des ouvriers des chemins de fer allemands sont restés jusqu'à présent invariés, sur le papier du moins, pour beaucoup de catégories. Cela ne signifie naturellement pas que le revenu des cheminots soit resté le même, car des déductions effectuées par l'augmentation des retenues et par les versements "volontaires" ont beaucoup majoré, de sorte qu'avec un salaire nominal identique, le revenu a considérablement baissé. Le mécontentement parmi les cheminots qui ne fait que croître, trouve cependant en première ligne sa cause dans l'exploitation incroyable et dans l'accélération du rythme du travail dont sont victimes les cheminots. La manière dont on applique les prescriptions sur la durée du travail a revêtu des formes telles qu'elles n'auraient pas pu être pires dans l'Allemagne impériale. Les ouvriers et les fonctionnaires du service de l'exploitation ont à présent à fournir des heures de présence si nombreuses qu'il ne leur reste plus guère de temps à consacrer à leur famille et au repos.

Dans les ateliers l'accélération du travail a atteint une mesure qui pousse les travailleurs au désespoir. Des locomotives et des voitures mises depuis longtemps hors de service, même celles qui devaient être vendues comme ferraille, doivent de nouveau être remises en état de marche. Par ces mesures de préparation d'une guerre de la part de la Reichsbahn, le travail a sensiblement augmenté. Il paraît qu'avant 1933 plus de 2.500 locomotives et plus de 200.000 voitures ayant besoin de réparation se trouvaient hors de service. Tous ces véhicules sont à présent remis en état de fonctionner. Seulement la qualité du travail correspond (ainsi qu'on l'annonce de tous les ateliers) au rythme imposé. Les surveillants sont déjà contents lorsque les véhicules ont été remis quelque peu en état de circuler. On nous parle de cas de locomotives ayant quitté l'atelier de réparation où la caisse aux cendres était simplement fixée avec du fil de fer au lieu d'être attachée avec des écrous....

Tous les cheminots de moins de 35 ans sont obligés de faire à côté de leur service long et fatigant du service dans la milice ferroviaire. Ils doivent faire des exercices de tir et d'autres exercices militaires pendant et en dehors des heures de travail. A part cela on oblige les travailleurs à assister chaque semaine à plusieurs réunions. A tout bout de champ on leur réclame des versements spéciaux. Ces dernières semaines précisément le mécontentement s'est encore accru. Les conseils d'entreprise ont été remplacés par des hommes de confiance désignés par les chefs immédiats. Les fluctuations parmi ces hommes de confiance sont encore plus considérables que parmi ceux qui détiennent des fonctions dans le Front allemand du travail. Il y en a presque journellement qui doivent déposer leurs fonctions pour avoir détourné des fonds. Ce n'est que dans des cas très graves qu'une mesure disciplinaire est prise; généralement on passe sous silence les causes véritables de la démission de ces hommes de confiance. Dans beaucoup de dépôts de la Reichsbahn il n'y a plus personne qui soit disposé à accepter un poste de ce genre. Naturellement il n'en est pas seulement ainsi à la Reichsbahn, mais il en est de même dans l'industrie privée. Il y a seulement quelques semaines que quelques commissaires se sont vus obligés de lancer un appel contre les hommes de confiance "déserteurs". Cet appel menace tous les hommes de confiance qui déposent leurs fonctions "sans motif justifié" de l'inscription dans une liste noire contenant les noms de ceux qui n'entreront plus en ligne de compte pour occuper une poste honorifique. Suivant des nouvelles qui nous parviennent de presque toutes les parties du Reich, ces appels n'ont fait aucune impression."

25% de réduction des salaires. (I.T.F.) Le Commissaire au travail du district de la Marche du Nord a nouvellement fixé les salaires payés aux cochers employés dans les pépinières de sa région. Ces cochers toucheront dorénavant par semaine:

Pour une journée de travail jusqu'à	<u>8 heures</u> 26 marks	<u>9 heures</u> 28 marks	<u>10 heures</u> 30 marks
-------------------------------------	-----------------------------	-----------------------------	------------------------------

Suivant le dernier contrat collectif, encore conclu par le syndicat libre, ils recevaient

34 marks	37,40 marks	40,80 marks.
----------	-------------	--------------

La réduction comporte donc

23, $\frac{1}{2}$ %	25%	25%
---------------------	-----	-----